

**Le PM a la rencontre des agents de la haute administration :
"Le Mali n'a jamais été isolé et ne sera jamais isolé"**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 23 NOVEMBRE 2021

980

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'ACTION DE LA FRANCE AU SAHEL

Pour ou contre les militaires français en Afrique

Comment trancher ?



Mouvement Démocratique : L'ADEMA-ASSOCIATION et le PARENA répondent à Choguel Maiga



...Écoles Militaires : La première promotion des Sous-officiers d'État-major prête à servir



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

22 Nov.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

728

Nouveaux cas confirmés

17

Nouveaux guéris

08

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

77 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
15 cas graves en soins intensifs
353 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

16 963

Guéris

15 008

Décès

594

dont 857 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.15



P.21



/ Une /



Pour ou contre les militaires français en Afrique : Comment trancher ?

P.4

/ Brèves /



Journée Mondiale du Souvenir des Victimes d'Accidents de Route : Quand l'antenne régionale ANASER de Ségou de met l'accent sur la formation

P.10

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

P.10

Éducation : Rupture des cours dans les lycées privés à Kangaba dans la région de Koulikoro

P.10

CEDEAO/Mali : Les sanctions ?

P.11

Kati : Début de la Super Coupe de soutien à l'Armée et à la Transition

P.11

Paludisme : Objectif zéro palu

P.11

Renforcement de la coopération entre le Mali et la Palestine : L'envoyé spécial de l'Autorité palestinienne reçu par le Premier ministre

P.12

Koulouba, le 19 novembre 2021 : L'Ambassadeur de la Chine reçu par le ministre Diop

P.12

Nord et du Centre du Mali : La MINUSMA renforce l'offre de soins au profit des détenus et du personnel pénitentiaire des prisons

P.12

/ Actualité /



Mali : L'Union Européenne prépare des sanctions contre le groupe russe Wagner

P.15

Rendez-vous de l'environnement : La jeunesse du mouvement « Mali propre » passe à l'offensive

P.16

Avortements sécurisés au Mali : 25 journalistes s'approprient la loi n° 02-044

P.17

Direction des Écoles Militaires : La première promotion des Sous-officiers d'État-major prête à servir

P.18

Kita : Le 50^e pèlerinage catholique 2021 a vécu

P.19

/ Politique /



Pèlerinage de Kita : Le Premier ministre rencontre les forces vives

P.21

Le PM a la rencontre des agents de la haute administration : "Le Mali n'a jamais été isolé et ne sera jamais isolé"

P.22

Mouvement Démocratique : L'ADEMA-ASSOCIATION et le PARENA répondent à Choguel Maïga

P.25

La CEDEAO contre les autorités de la transition : Des sanctions injustes et insensées

P.29

Réception des regroupements de Partis politiques à Koulouba : Le Colonel Assimi marque des points dans le sens du consensus

P.30

/ Culture & société /



Culture : DIAKITEMÈRÈ

P.32

/ International /



Venezuela : L'opposition subit un revers cinglant pour son retour sur la scène électorale

P.33

Sénégal : La coalition Yewwi Askan Wi investit ses candidats aux prochaines élections

P.34

/ Sport /



CAN 2021 : Ben El Fardou, l'Étoile rouge des Comores

P.35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



L'ACTION DE LA FRANCE AU SAHEL

Pour ou contre les militaires français

en Afrique

Comment trancher ?

L'opinion publique ouest-africaine est de plus en plus décidée, mobilisée. Elle dénonce vigoureusement la présence des forces militaires françaises en Afrique. Si, jusqu'à une date récente, les discours et les écrits étaient les principaux moyens d'expression, actuellement, la tendance semble aux oppositions physiques et violentes. On ne craint plus d'être poursuivi, pour ses propos. On est prêt à se sacrifier, à mourir pour qu'advienne le retrait des militaires français. Les récents événements de Kaya, au Burkina Faso, ne prouvent pas le contraire. Cet épisode dramatique n'est pas sans rappeler les affrontements meurtriers entre l'armée française et les Jeunes patriotes en Novembre 2004, en République de Côte d'Ivoire.

Sur le principe même, la présence d'une armée étrangère sur un territoire souverain soulever

toujours des questionnements, voire des réflexes souverainistes. On se souvient qu'après la seconde guerre mondiale, Charles de Gaulle avait insisté et obtenu, malgré eux, le départ des troupes anglo-américaines du territoire français. Il ne le fit pas par ingratitude, ou haine, envers ses alliés ; simplement par souverainisme. De ce point de vue, les revendications des populations africaines sont légitimes.

Bien-sûr, on dira – dans le cas africain – que les soldats français sont envoyés sur demande des autorités politiques, censées représenter les populations. Peut-être ! Mais, l'histoire politique nous enseigne, en Afrique comme ailleurs, qu'il y a souvent un hiatus entre les aspirations des peuples et les décisions politiques. Autrement, la France elle-même n'aurait pas connu la révolution, la résistance ou

– tout récemment – les gilets jaunes. Rien qu'en Septembre 2020, le pouvoir Macron a été obligé d'annuler un projet de taxe, sur le carburant, face à la mobilisation des citoyens.

Cela dit, pour beaucoup d'observateurs, certains Chefs d'Etats africains seraient eux-mêmes favorables au retrait des forces françaises. Il leur manquerait simplement le « courage » de le dire ou d'agir en ce sens. On ne peut autrement expliquer leur soutien symbolique, et leur financement discret, aux activistes, opposés à la présence militaire française en Afrique. Quoi qu'il en soit, les peuples ont un droit perpétuel, inaliénable et irrécusable d'accueillir ou refuser des hôtes sur leurs territoires.

En faveur de la présence des forces françaises, on invoque la nécessité du multilatéralisme pour vaincre le terrorisme, d'autant plus que



nos armées seraient sans matériels adéquats. A l'opposé, d'autres font valoir l'inutilité de leur présence, au regard de la persistance des attaques. Certains accusent ouvertement la France de complicité avec les terroristes. Autant dire qu'il y a, de part et d'autre, des arguments. Aussi, l'atmosphère qui règne actuellement entre les soldats français et les

africains en colère doit cesser. Il n'est pas utile de s'en prendre physiquement les uns aux autres.

A notre avis, l'une des solutions pour trancher ce conflit consiste en l'organisation de référenda. Est venu le moment de mettre les peuples, devant leur responsabilité. Il est temps que des consultations populaires répondent à

la question de savoir si, les forces militaires étrangères sont désirables ou pas sur le territoire africain. Ce nous semble un moyen objectif et définitif de régler les malentendus. N'attendons pas de compter les cadavres !

■ **Malik WOGO**



■ Casimir Apiè Sangala



Qui avait dit qu'il repartait dans sa mosquée ?



■ Jeune Afrique



Suite à une décision de la Cour de justice de la Cedeao, un appareil exploité par la compagnie aérienne ivoirienne a été saisi. Voici les détails de cette affaire judiciaire hors normes.



Le Premier ministre ivoirien, Patrick Achi, a annoncé la reprise du dialogue politique dès le mois de décembre. Si l'initiative fait l'unanimité, ses modalités et les sujets à aborder pourraient déjà constituer un blocage.



■ Salif Sanogo



« À notre époque si grosse de menaces de toutes sortes, les hommes doivent mettre l'accent non plus sur ce qui les sépare, mais sur ce qu'ils ont de commun, dans le respect de l'identité de chacun. La rencontre et l'écoute de l'autre sont toujours plus enrichissantes, même pour l'épanouissement de sa propre identité, que les conflits ou les discussions stériles pour imposer son propre point de vue. Un vieux maître d'Afrique disait : il y a «ma» vérité et «ta» vérité, qui ne se rencontreront jamais. «LA» Vérité se trouve au milieu. Pour s'en approcher, chacun doit se dégager un peu de «sa» vérité pour faire un pas vers l'autre... », Amadou Hampate Ba



■ Azidane Ag



Azidane Ag est avec Kaou Abdramane Diallo et 10 autres personnes

Chers amis

Après un accueil triomphal à l'aéroport de Tombouctou, S.E.M Yeah Samake et sa délégation dont ma modeste personne se sont rendus au gouvernorat pour des salutations, puis chez le chef du quartiers et imams des mosquées Djingareyber et Sankoré où des prières ont été formulées pour le Mali..

Après ces salutations d'usages nous sommes rendus dans une salle de conférence (par soucis de sécurité je ne peux préciser) pleine à craquer où des leaders religieux, communaux nous attendaient pour un échange des plus francs !

Ces hommes et femmes ont exprimé au précurseur de la politique aux actions concrètes toutes les difficultés auxquelles ils sont confrontés dont l'accès à l'eau potable et qu'ils nous invitaient à Acharane voir...

Le lendemain nous nous y sommes rendus et avons expliqué par les voix du président d'honneur, du Maire de Tessalit et de l'honorable Ali Koné notre façon de faire la politique qui consiste à évaluer les besoins de nos compatriotes, mobiliser les ressources matérielles et financières pour revenir les soulager.....ces hommes et femmes étaient étonnés par ces hommes qui malgré le contexte sécuritaire se soucient d'eux et surtout les rendent visite pour s'enquérir de leurs besoins... Ils ont été contaminés par le virus PACP qu'ils pro-

mettent de propager dans tous les cercles du nord !!
 Bientôt des actions concrètes seront réalisées pour les soulager notamment 08 points d'adduction en eau potable pour leur plus grand bonheur...
 Diriger c'est servir!



Radio Guintan



Kidal: une manifestation est en cours depuis ce matin 22 novembre 2021.
 Pour le moment on ignore les raisons de cette manifestation qui a commencé aux environs de 08h du matin au quartier Etambart..



Gao: un immense incendie dans la commune de Tilemsi.
 Un gigantesque incendie s'est déclaré depuis le dimanche 21 novembre 2021 dans commune de Tilemsi depuis maintenant 48h.

L'incendie s'est déclaré du côté de Amaskarad a l'ouest de Tawardé sur les rivages de Talanchante.



Arnaud Ouedraogo



« Tout esprit profond avance masqué », écrit Nietzsche. Et c'est en avançant masqué que je suis arrivé à la cérémonie de Rentrée solennelle de la Cour d'appel d'Abidjan.

Avec la pandémie et ses masques, nous autres avocats devront désormais prospecter les armes d'une éloquence judiciaire sans visage. Et la question reste entière : comment sans visage convaincre un juge sans visage ?



FASO 226



Tougan en temps réel 22 Novembre 2021
 La population de Tougan demande la Démission du président Kabore



■ Gandhi MÉDIA - GM



#Mali: L'avion de transport de l'armée de l'air malienne qui était bloqué par les #EtatsUnis en #Espagne la CASA 295 est au Mali depuis le vendredi
La réception devrait être faite aujourd'hui.
Moussa Nimaga / #Rezopanamcom



Un Sage m'a dit:

1. Ne jamais sortir avec la femme de ton ami, car tu t'exposes à la mort ;
2. Avant de fermer la porte pour dormir, vérifies si tu n'as pas oublié quelque chose à l'extérieur ;
3. Si ton ami gagne sa vie, sois heureux, et les portes s'ouvriront aussi à ton tour ;
4. Ne parle pas trop devant tes aînés, mais écoute beaucoup ;
5. Si tu trouves un père sage ou une mère sage, considère les comme tes vrais parents ;
6. Si ton ami se marie, sois content car ton tour viendra ;
7. Si quelqu'un veut que tu l'aides, n'hésite pas si vous avez l'occasion de le faire, car on ne sait jamais sur l'avenir ;
8. Ne critique pas un démuné, car il peut devenir riche à l'avenir ;
9. N'envies pas un riche quand il roule en carrosse, car tu ne sais pas la source de ses revenus ;
10. Respectes tes prières là c'est un bon signe qui témoigne ta reconnaissance envers ton créateur le bon Dieu.
11. Sois reconnaissant pour le moindre bienfait que quelqu'un a fait pour toi si tu tiens à aller loin dans la vie
12. Ne gardes pas une femme qui te manque de respect, car le

manque de respect est le signe annonciateur de beaucoup de trahisons
Que Dieu bénisse chacun de nous!



■ Salif Tall



Participation aux ANR:
L'ADEMA et le Djok du MPM sont très pragmatiques. Il faut s'accommoder aux réalités du moment.



Communiqué conjoint Adéma-PASJ/MPM

Le Président de l'Adéma- Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (Adéma-PASJ), Pr Marimantia DIARRA accompagné des membres du Comité Exécutif a reçu une délégation du parti Mouvement Pour le Mali (MPM-MALI) KO-YE YERE KO-YE conduite par son président, Honorable Hady NIANGADOU, ce lundi 15 novembre 2021 dans l'après-midi, au siège de l'Adéma-PASJ, sis à Bamako-Coura.

Les échanges qui se sont tenus dans un climat de fraternité et de grande convivialité ont porté sur les questions d'intérêt national, notamment :

- Les Assises Nationales pour la Refondation ;
- L'Organe Unique de Gestion des Elections ;
- L'actualité sociopolitique nationale du pays

À la suite des échanges ouverts et fructueux, une convergence de vue s'est dégagée sur l'essentiel des questions abordées.

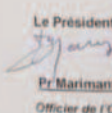
S'agissant des Assises Nationales pour la Refondation les deux partis politiques ont réaffirmé leur engagement à y participer et à contribuer à en assurer le caractère inclusif avec la participation de toutes les forces vives de la nation. À cet égard, ils se sont engagés à œuvrer pour une transition réussie, à travers leur participation effective et responsable à tout le processus de la Transition.

La délégation du Mouvement Pour le Mali (MPM) a félicité le Professeur Marimantia DIARRA et les autres membres du Comité Exécutif pour leur brillante élection à la direction nationale de l'Adéma-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, lors de son 6ème congrès.


La rencontre a été appréciée par les deux formations politiques qui souhaitent la multiplier pour échanger leurs points de vue sur les différentes questions d'intérêt national. A cet égard, les deux parties ont décidé de relancer les initiatives visant à créer un cadre d'échanges sur les questions d'intérêt commun.

Bamako le 15 novembre 2021

Pour l'Adéma-PASJ



Le Président
Pr Marimantia DIARRA
Officier de l'Ordre National



Le Président
Hon. Hady NIANGADOU
Chevalier de l'Ordre National



Larmes des pauvres

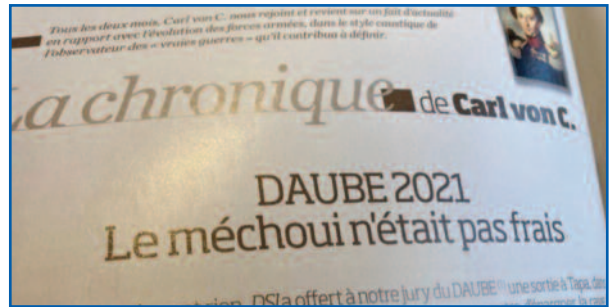


#Burkina --#Barsalogo dans la nuit du 21 au 22/11 une attaque a visée le détachement de la gendarmerie de #Foubé. Plus d'une dizaine de gendarmes ont été tués et plusieurs autres ont été portés disparus. Du matériels a été emportés par les djihadistes.

Wassim Nasr



« Le 11sept 2021, date symbolique s'il en est, c'est au tour du déjà nommé [...] de tenter une saillie aussi inspirée s'une taffe de beuh : « la cruauté fanatique des tueurs occulte leur stupidité » #Daube2021 @DasCarlVonC @DSI_Magazine



Samba Gassama General



J'ai lu 2 fois le communiqué du PARENA pour bien comprendre, c'est l'artillerie lourde qu'ils ont sorti contre Choguel et Bittar.

PARENA
Parti pour la Renaissance Nationale
Pour une société démocratique et solidaire

DÉCLARATION DU PARENA SUR LES NOSTALGIQUES DE LA DICTATURE ET DU PARTI UNIQUE, ET LEUR PROJET DE RESTAURATION AUTORITAIRE

Le PARENA dénonce les attaques du Premier ministre de la transition et celles du Porte-parole du MS contre le cadre démocratique et républicain instauré au Mali depuis le renversement du régime de parti unique en mars 1991.

Jetant peu à peu les masques et cachant difficilement leur haine de la démocratie et du pluralisme politique, les héritiers du CMLN et de l'UDPM, que sont Choguel Maïga et Jeanmille Bittar, ont multiplié les déclarations provocatrices et les attaques frontales contre les acquis démocratiques obtenus de haute lutte et dont les tenants de l'UDPM ont été parmi les principaux bénéficiaires.

En effet, recevant des chefs de villages et de quartiers, le 11 novembre 2021, regrettant le temps du parti unique, exprimant ouvertement sa nostalgie de la dictature, le Premier ministre a déclaré :

- le seul et indiscutable bilan que la dictature nous a légués est la floraison des associations et des partis politiques ;
- Embouchant la même trompette, le Porte-parole du MS a déclaré sur LTV : - je profite de votre micro pour demander au colonel Assimi de dissoudre l'ensemble des partis politiques et que la constitution de la 3e République soit suspendue... ».

Faisant fi de la situation générale du pays qui se détériore jour après jour, le Premier ministre apparaît pour ce qu'il est: le plus grand diviseur commun du pays (PGDCP) au moment où le Mali a besoin de rassemblement en ces circonstances historiques graves.

Il devient clair que la transition est entrée dans une nouvelle phase, celle de l'hégémonie des partisans de la dictature qui utilisent le pouvoir d'Etat transitoire pour faire l'apologie du parti unique et menacer les libertés démocratiques.

Le Carré des Martyrs, le Pont des Martyrs, le Monument des Martyrs, la Pyramide du Souvenir sont, entre autres, des symboles indélébiles de la lutte héroïque du peuple malien, pendant des décennies, pour sa dignité et pour la liberté.

Hommage à nos martyrs!
Hommage à ceux qui sont morts dans les cachots de la dictature, à ceux qui ont porté et qui portent les cicatrices indélébiles d'abominables tortures, aux déportés dans les bagnes du Sahara, aux exilés !

Devant les assauts répétés contre le cadre démocratique et républicain, contre la constitution de 1992, contre les acquis de la révolution de mars 1991, le PARENA invite :

Rue Soumaila KEITA, Porte N° 3307 Guéfahabougou (Bakina) / Tel (00223) 66 76 66 2711 / (00223) 66 72 90 8411 / Bamako - Email / E-mail : parena@maliparis.com

- la présidence de la transition et le CNT à clarifier leurs positions sur le multipartisme et la préservation du cadre démocratique ;
- les démocrates épris de liberté et de justice dans la diaspora, à Bamako et dans les régions à faire front contre les velléités dictatoriales et liberticides du régime du MS.

Il exhorte les sensibilités marginalisées du MS à se démarquer clairement et nettement de l'aventurisme politique qui menace les fondations du régime démocratique et républicain.

Le Parti pour la renaissance nationale invite les Maliennes et les Maliens, les démocrates de tous horizons, tous ceux qui sont épris de liberté et de justice, tous les acteurs et héritiers de mars 1991 à se rassembler pour mettre en échec :

- les projets de restauration, en cours, de l'ordre ancien ;
- la falsification et la réécriture de l'histoire du Mali, notamment la résistance à l'autocratie, la lutte pour l'avènement de la démocratie ainsi que pour les progrès enregistrés dans la satisfaction des droits économiques et sociaux.

Tous debout et unis pour relever le Mali et le sauver!

Bamako, le 22 Novembre 2021

Pour le PARENA
Tiebilé Dramé

Ça chauffe au Burkina, d'après Jeune Afrique faute d'hélicoptère en état depuis plus de 2 semaines les forces armées au front sont abandonnées à leur sort sans vivres. Et si le Burkina suivait le chemin du Mali et de la Guinée ?

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



La Force Patriotique pour le Changement F.P.C. J KA BAARA. La Force Patriotique pour le Changement F.P.C. J KA BAARA, a appris avec beaucoup d'indignation et de consternation les sanctions prises contre les autorités de la transition du Mali par la CEDEAO, soutenue et renforcées par l'Union Européenne. Cette démarche qui n'a d'autres visées que de vouloir freiner le Mali dans la quête de sa liberté et de son indépendance à travers une solution malienne à la crise multidimensionnelle qui le secoue depuis une décennie. La CEDEAO et l'UE prennent ces sanctions à un moment où le Mali n'a besoin que d'une amitié sincère, de partenariat d'égal à égal et cela dans le respect strict de sa souveraineté. Aussi, La F.P.C. J KA BAARA, invite les partenaires, les organisations sous régionales, régionales et internationales à s'inscrire plutôt dans la logique de l'accompagnement des autorités de la transition pour la prise en compte de l'aspiration du peuple meurtri du Mali. En fin, la F.P.C. J KA BAARA remercie les autorités de la transition et leurs renouvelle son soutien total pour tous les efforts consentis en vue de permettre au Mali de retrouver sa dignité.

Vive la transition.

Vive le Mali et que Dieu bénisse le Mali.

Le président Djoulou SISSOKO

Éducation : Rupture des cours dans les lycées privés à Kangaba dans la région de Koulikoro

Longtemps exploités par les promoteurs d'écoles, les professeurs des lycées et écoles professionnelle privés de Kangaba refusent de prendre la craie à 1250f dans les lycées. Depuis certaines années, les promoteurs des lycées privés et autres écoles privés du secondaire payaient leur personnel enseignant à 1000f, 1250 l'heure. Conscients du degré d'exploitation, les enseignants, après avoir longtemps attendu le lait de la vache, ont refusé de se faire désormais traire. Rappelons que selon ces enseignants, ils avaient accepté cette somme car beaucoup d'écoles étaient à leur début. Malheureusement ils furent mal compris par les patrons qui ont pris ce fait comme une norme. Depuis le 1er novembre 2021, ces écoles tardent à avoir du personnel, car ils ont tous refusé de se faire exploiter. Ils imposent désormais 2000f tarif horaire.

Source : Figaro du Mali

Journée Mondiale du Souvenir des Victimes d'Accidents de Route : Quand l'antenne régionale ANASER de Ségou de met l'accent sur la formation



A l'instar des autres pays, le Mali a célébré, ce dimanche 21 octobre 2021, la Journée Mondiale du Souvenir des Victimes d'Accidents de Route. À Ségou, l'occasion a été mise à profit par l'antenne régionale ANASER pour former quelques leaders de la société civile et des hommes de médias de la ville. « Réduire la vitesse pour sauver des vies sur la route », c'est le thème retenu cette année à l'occasion de la Journée Mondiale du Souvenir des Victimes d'Accidents de Route. A Ségou, l'antenne régionale ANASER n'est pas restée en marge de l'activité. En effet, ce dimanche 21 novembre, l'antenne de l'ANASER à Ségou a mis à profit cette journée pour former quelques usagers de la route. Cette formation, tenue dans la salle de conférence du Conseil Régional de Ségou a réuni des hommes de médias, des élèves et certains leaders de la société civile. Dans son intervention, le formateur a expliqué que 85% des cas d'accidents sont imputables à l'homme. Quelques démonstrations, à travers une projection vidéo, a permis d'attester cela. Blaise Dena, Directeur de l'antenne régionale de l'ANASER de Ségou s'est dit très satisfait de la qualité de la formation. Il a invité les participants à être le relai dans la société.

M. Dena a enfin profité de notre micro pour donner quelques explications sur les cas d'accident sur la route Ségou-Bamako. Pour lui, l'incivisme est la principale cause des accidents sur cet axe. « Ce sont les apprentis chauffeurs qui conduisent généralement les bus et les gros porteurs au sortir de la ville. Ils n'ont aucune connaissance du code de la route et roulent n'importe comment », a-t-il affirmé.

Et M. Dena de conclure que l'ANASER ne dispose autre moins que de mettre l'accent sur la sensibilisation et la formation afin de réduire les accidents de la route. D'où cette formation sur le code de la route.

Boubacar Kanouté, correspondant à Ségou
Source : Figaro du Mali



CEDEAO/Mali : Les sanctions ?



Ce n'est pas l'apocalypse encore moins la fin du monde. Le Malien lambda n'est pas, il saute des repas, faute de moyens, il ne s'en offusque pas pour autant. On profitera pour équiper nos structures de santé et les mettre à niveau. On en fera de même pour les structures sociales et universitaires.

C'est aussi un sérieux avertissement pour ceux qui sont en voie de migration. A la moindre incompréhension, on vous rappellera votre statut d'étranger assorti de menaces d'expulsion. Une belle leçon pour toutes celles et ceux qui ont l'intention de migrer avec des ressources très importantes soustraites de la masse monétaire du pays. Au final, c'est pour nous tous, un appel et un encouragement au patriotisme. Il n'y a rien de mieux qu'une patrie bien bâtie qui n'envie rien, au contraire qui fait envier. Le Mali de nos ancêtres a été bâti par ses dignes filles et fils. Il en sera de même pour le Mali d'aujourd'hui. Peut-il en être autrement ? C'est dans les difficultés que l'Homme démontre tout son génie créateur.

Siné DIARRA Expert-comptable / Source : Figaro

Paludisme : Objectif zéro palu

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Choguel Kokalla Maïga a lancé, ce vendredi 19 novembre 2021, au stade Vincent Traoré de Kati, la campagne « zéro palu ! Je m'engage ».

Dans son allocution, le Représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au Mali, Dr Jean Pierre Baptiste, a rappelé qu'en 2020, 229 millions de personnes ont été infectées par le paludisme, tandis que 409 000 personnes en sont décédées.

« Le paludisme constitue un handicap pour les populations, un frein au développement », a déclaré le Chef du Gouvernement. Choguel Kokalla Maïga a rappelé que le Mali s'est engagé très tôt dans la lutte contre le paludisme notamment en élaborant les plans nationaux de lutte contre l'épidémie dont le dernier en date est celui de la période 2018-2022. L'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable passe par la mise en œuvre et la pérennisation de la lutte contre le Paludisme, a

Kati : Début de la Super Coupe de soutien à l'Armée et à la Transition



La Super Coupe de soutien à l'Armée et à la Transition a débuté, ce dimanche après-midi, au stade Vincent Traoré de Kati. Le coup d'envoi symbolique a été lancé par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Cette compétition sera disputée par treize équipes de la commune de Kati. Dans son allocution, le Chef du Gouvernement a rendu un hommage appuyé aux agents des forces armées maliennes, des forces paramilitaires et de l'administration (le corps préfectoral et de la justice) qui ont perdu chacune des éléments pendant la lutte pour la sécurité dans le pays et qui constituent la colonne vertébrale de la Nation. Choguel Kokalla Maïga a également annoncé la réhabilitation, dans les prochains mois, du stade Vincent Traoré, demande forte des populations de Kati.

Le Premier ministre a félicité la jeunesse de Kati, organisatrice de cette compétition

CCRP/Primature



fait remarquer le Chef du gouvernement, convaincu que des financements supplémentaires sont nécessaires pour sauver toutes les personnes à risque.

« Le Gouvernement est à pied d'œuvre pour surmonter la difficulté au nom du bien-être des populations maliennes », a conclu le Premier ministre.

CCRP/Primature

Renforcement de la coopération entre le Mali et la Palestine : L'envoyé spécial de l'Autorité palestinienne reçu par le Premier ministre



L'envoyé spécial du Président de l'Autorité palestinienne, S.E.M. Mahmoud Abbas, porteur de message au Président de la Transition S.E. le Colonel Assimi Goita, a été reçu ce jour par le Premier Ministre Choguel K Maïga. L'envoyé spécial a rappelé les bons rapports existants entre nos deux pays et surtout le rôle joué par notre pays pour le soutien à l'Autorité palestinienne. Ça été l'occasion pour l'envoyé spécial de développer la situation actuelle qui prévaut en Palestine. « Nous sommes disposés à partager nos expériences sécuritaires, technologiques et notre savoir-faire avec le Mali », a-t-il promis. Il a plaidé pour le renforcement de la coopération entre nos deux Nations. Le Premier ministre, pour sa part, a rappelé les différentes visites d'amitié effectuées par Feu Yasser Arafat et S.E.M. Mahmoud Abass dans notre pays. Il a estimé que de bonnes relations d'amitié existent entre nos deux nations. Le Chef du Gouvernement malien de rassurer que le Mali œuvrera toujours pour le renforcement de nos bonnes relations
CCRP/Primature

Koulouba, le 19 novembre 2021 : L'Ambassadeur de la Chine reçu par le ministre Diop



L'Ambassadeur désigné de la République Populaire de Chine au Mali, SEM Zhihong CHEN, a rendu une visite de courtoisie, ce vendredi 19 novembre, au ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, SEM Abdoulaye DIOP. Après les civilités d'usage, le ministre l'a assuré de la disponibilité du Département à l'accompagner dans l'accomplissement de sa mission. Il lui a présenté l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans le pays et les actions entreprises par le Gouvernement dans le cadre du processus de Transition en cours. Le Diplomate chinois a, au nom des plus hautes autorités de son pays, remercié le Mali pour sa solidarité sur des questions d'intérêt commun. Saluant les efforts des autorités maliennes, M. CHEN a réitéré le soutien indéfectible de la Chine pour une Transition réussie dans le respect de la souveraineté du Mali. Le ministre DIOP s'est réjoui de l'appui constant et multiforme de la Chine au Mali avant de saluer la qualité de la coopération entre les deux pays. Il a souligné la nécessité de maintenir le dialogue et le partage d'informations afin de relever ensemble les défis du moment.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Nord et du Centre du Mali : La MINUSMA renforce l'offre de soins au profit des détenus et du personnel pénitentiaire des prisons

La MINUSMA a procédé à la remise officielle d'un lot d'équipements médico-techniques à la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée. Ce lot se compose de stérilisateurs, de stérilisateurs électriques, de boîtes de petite chirurgie, d'oxymètre de pouls, de haricot médical Inox, de plateaux médicaux de plusieurs formats, de potences médicales, de bassin de lit et de bassin de nettoyage. Remis le 27 août, par la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires #SAJP de la Mission de paix des Nations Unies au Mali, ces équipements médico-techniques ont été répartis et acheminés dans les régions du nord et du centre au cours des mois d'octobre et de novembre. Ils viennent ainsi renforcer la qualité de l'offre de soins de santé, au profit des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de Bamako, Koulikoro, Mopti, Gao et Tombouctou. Indispensables au bon fonctionnement de tout service de santé, ces équipements permettront non seulement d'offrir des soins de santé de qualité aux



personnes détenues et au personnel pénitentiaire, mais aussi, d'effectuer des évacuations sanitaires de détenus malades vers les hôpitaux. Cet appui entre dans le cadre du Mandat de la MINUSMA. Celui-ci inclut le soutien au rétablissement de la chaîne pénale dans les régions du nord et du centre y compris le renforcement des capacités des établissements pénitentiaires de ces régions, ainsi que ceux de Bamako et Koulikoro. Ceux-ci accueillent des détenus suspects ou condamnés purgeant des peines pour des infractions liées à la crise dans ces régions (centre et nord).

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

MAD SECURITE




SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE

MAD SECURITE

NOUS AVONS POUR MISSION D'ASSURER LA SÉCURITÉ DE VOS LOCAUX 24H/24

NOTRE SOCIÉTÉ
 Enregistrer au registre de commerce
 Agrément de l'état
 Couverture assurance RC Professionnelle

NOS AGENTS
 Former par des experts en art martial et sécurité
 Formation pratique et théorique
 Enquête de moralité
Agents bien équipés
 uniforme aux couleurs de la société
 outils de sécurité adaptés à l'environnement et à la situation

EFFICACITÉ
 Contrôles inopinés
 Des contrôleurs assurent le suivi et la présence des agents
 Fiche de suivi et évaluation

SERVICE AJOUTÉ
 Audit et Installation d'outil de surveillance et de sécurité sur mesure et à la demande







MAD SECURITE : Sotuba aci près du boulevard des armés, non loin du 16^{ème} arrondissement - Tel : 76 29 07 36 / 50 45 45 52
 Email : securinetsarl@gmail.com



malikile.com
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS, DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES ! *

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

www.malikile.com



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Mali : L'Union Européenne prépare des sanctions contre le groupe russe Wagner



Les ministres des Affaires Etrangères malien, Abdoulaye Diop, et russe, Sergeï Lavrov, à Moscou, le 11 novembre 2021. YURI KOCHETKOV / AFP

La junte au pouvoir à Bamako menace de recourir aux services de cette société de mercenaires soupçonnée d'être proche de Vladimir Poutine.

L'Union Européenne (UE) a trouvé « un consensus » parmi ses 27 Etats membres pour sanctionner le groupe russe de mercenaires Wagner, dont les Occidentaux craignent une intervention au Mali, a annoncé le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, lundi 15 novembre. La junte au pouvoir à Bamako menace de recourir aux services de cette société privée soupçonnée d'être proche du président russe, Vladimir Poutine.

« Il y a un consensus pour prendre des mesures restrictives contre ce groupe. Elles seront décidées dès que le travail au niveau technique aura été achevé. Des propositions spécifiques pour désigner des individus et des entités vont être évaluées », a déclaré M. Borrell à l'issue d'une réunion des ministres européens des affaires étrangères à Bruxelles. Il

a évoqué une possible adoption de ces mesures, réclamées notamment par la France, lors de la prochaine réunion des ministres, prévue le 13 décembre.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a expliqué qu'il s'agissait à la fois de « sanctions contre les membres de la société Wagner et contre les sociétés qui travaillent directement » avec elle. « Il y a une menace au Mali », a-t-il souligné lors d'un point presse. La France a averti Moscou que le déploiement de mercenaires russes dans la bande sahélo-saharienne serait « inacceptable », lors d'une rencontre vendredi des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays à Paris.

Des « exactions largement documentées »

« Les exactions commises en toute impunité [par ces mercenaires] dans d'autres pays sont largement documentées », avait souligné la porte-parole du Quai d'Orsay, Anne-Claire Legendre, en référence notamment à la Centrafrique. Leur présence a été rapportée en

Ukraine, en Syrie et en Afrique. Pour nombre d'ONG et de journalistes, la Russie utilise le groupe Wagner et ses mercenaires pour servir ses intérêts à l'étranger, ce que nie le Kremlin.

Les 27 Etats membres de l'UE se sont en outre mis d'accord, lundi, pour adopter un cadre légal de sanctions contre la junte au pouvoir au Mali, dans la foulée de celles annoncées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a imposé, le 7 novembre, des sanctions individuelles aux membres de la junte en raison du retard pris dans l'organisation des élections qui doivent consacrer le retour des civils au pouvoir après le double putsch d'août 2020 et mai 2021.

Le travail de l'UE sur son cadre de sanctions « va continuer et nous espérons le finaliser bientôt », a déclaré Josep Borrell : « Cela nous permettra d'adopter des sanctions contre ceux qui font obstacle à la transition. »

Source : Le Monde avec AFP

Rendez-vous de l'environnement : La jeunesse du mouvement « Mali propre » passe à l'offensive

Cette activité de deux jours aurait permis de conscientiser le maximum de personnes tout en promouvant l'émergence d'une nouvelle citoyenneté

Menacé de disparition à cause des actions humaines, qui s'expliquent par la déforestation, la sécheresse, l'insalubrité, le changement climatique etc, la situation environnementale est aujourd'hui préoccupante. Du coup, elle est devenue l'un des sujets dominant de l'actualité mondiale. C'est ce qu'explique cet intéressement de la jeunesse à l'environnement.

Ainsi, cette jeunesse veut contribuer à protéger et à sauvegarder ce qui reste de notre écosystème. C'est pourquoi, elle s'est organisée en mouvement pour mieux mener ce combat. Et l'activité de ces deux jours, tenue le week-end dernier au Mémorial Modibo Keita, autour du thème central « La pollution de l'environnement au Mali : quelles solutions pour le changement de comportement et l'atteinte des objectifs de développement durable ? », s'inscrit dans cette dynamique. Elle a permis entre autres d'impliquer les autorités, les experts, les chefs d'entreprises, les associations, les étudiants, les artistes etc.

Pour la présidente de la jeunesse du mouvement « Mali propre », Fatoumata B Goita, cet événement est pour nous l'ultime occasion de rappeler à quel point notre environnement est menacé. Aussi, selon elle, le rendez-vous de l'environnement est un espace de plaidoyer, de partage d'expérience, de proposition de solution et de création de synergie entre tous les acteurs engagés et intervenants dans la protection et la préservation environnement.

« A l'occasion de ce rendez-vous de l'environnement, nous attendons de tous un seul langage « Un Mali Koura » propre et prospère, libre des travers de toutes les menaces sus citées » a plaidé Fatoumata B Goita.

Quant à la marraine de l'événement, l'ancienne ministre de l'environnement et de développe-

ment durable, Mme Keita Aida M'Bo, les activités ayant meublé les deux jours, ont été novatrices. Car elles ont éveillé les consciences à travers les objets qui exposés dans les stands. De même le concert organisé avec des vedettes artistes, tels que : Mamadou Dembélé dit Dabara et Abdoulaye Diabaté, s'inscrit dans ce sens.

Parlant de l'environnement proprement dit,

Keita Aida M'Bo dira que la pollution touche beaucoup de secteurs. Il s'agit : des terres, des cours d'eau, des déchets plastiques et souillés etc. De ce fait, « il est temps de nous préoccuper de cette situation dont nous sommes tous responsables et comptables » a-t-elle interpellé. Avant de laisser entendre qu'« il est temps de nous préoccuper de cette situation dont nous sommes tous responsables et comptables ».

Et l'ancienne patronne du portefeuille de l'environnement, sous l'ère d'IBK d'ajouter que cette activité a pu se tenir grâce à l'engagement du mouvement « Mali propre » et à la détermination de sa présidente.

A noter qu'à côté de la marraine, il y avait : un parrain, le représentant du ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme ainsi que d'autres personnalités impliquées dans la protection et sauvegarde de l'environnement dans notre pays.

KI-ZERBO



Avortements sécurisés au Mali : 25 journalistes s'approprient la loi n° 02-044

Au Mali, la loi n° 02-044 portant l'avortement sécurisé donc sur la santé de la reproduction existe depuis le 24 juin 2002. Presque méconnue du grand public, il est nécessaire, voire indispensable de la vulgariser. Et cela ne peut se faire sans une bonne communication. C'est ce qu'a compris la Société malienne de gynécologie obstétrique (SOMOGO) en initiant une journée d'information et d'échanges avec les professionnels des médias. C'était le vendredi dernier, au Mémorial Modibo Keita.

En effet, avant de rentrer dans les discussions et échanges, les participants ont eu droit à une présentation PowerPoint sur le projet. Laquelle s'est déroulée sur le plaidoyer en faveur de l'avortement sécurisé dans les limites de la loi. Celle-ci a été suivie par des questions qui ont beaucoup suscité la curiosité des journa-

listes présents. Les réponses à ces questions ont permis de mieux comprendre le projet. Ensuite, les participants ont eu droit à d'autres présentations sûres : le contexte de l'avortement, sa définition, ses complications et les avantages de l'avortement sécurisé. Là, Compte tenu de l'intérêt de ces thèmes, les débats ont été très passionnants. Ce qui a permis de savoir que trois (3) cas d'avortement sont prévus dans cette loi. Il s'agit : du viol, de l'inceste et la santé de la mère. Du viol, si cela s'est produit sans le consentement de la fille qui tombe enceinte par exemple. Et si la justice est saisie de l'affaire par analyse d'un médecin spécialiste, l'avortement peut être accordé. Le cas de l'inceste est celui où un père a des rapports sexuels avec sa fille biologique et qu'après, il y a grossesse. Là aussi, l'avortement est autorisé par la loi. Enfin, si la vie

de la femme enceinte est en danger, en cas de conservation de la grossesse, la loi permet l'avortement pour garder cette dernière en vie. Consciente de la pratique de l'avortement dans la clandestinité dans nos sociétés, la SOMAGO qui s'est donnée comme mission essentielle de lutter contre la mortalité et la morbidité maternelle et néonatale, a démarché la Fédération internationale de gynécologie et de l'obstétrique (FIGO) pour obtenir un financement. Cela a servi à mettre en œuvre un projet de sensibilisation au nom de l'avortement sécurisé dans les limites de la loi au Mali. Avec une durée de trois ans, ce projet doit contribuer à une réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle liées aux avortements à risque.

A noter que, ce premier rendez-vous avec les professionnels des médias, a enregistré les présences autour du président de la SOMAGO, Pr Youssouf Traoré, le Pr Mounkoro Niani, Mme Sirantou Wagué, Namory Traoré, tous membres de la Société malienne de gynécologie obstétrique.

Ki-Zerbo



La Directrice générale de la CIMSS, Mme. Hiba Diandinatou Sangare

Direction des Écoles Militaires : La première promotion des Sous-officiers d'État-major prête à servir

Il s'agit de vingt stagiaires sous-officiers supérieurs dont deux du personnel féminin à boucler la formation Etat-major (FEM-1). La cérémonie de remise des attestations s'est déroulée, le vendredi 19 novembre 2021, à la direction des Ecoles Militaires. Elle était présidée par le directeur par intérim des Ecoles Militaires, le colonel Moussa Yoro Kanté. Cette formation a été initiée grâce à la collaboration entre la Direction des Ecoles Militaires et la Mission d'Entraînement de l'Union Européenne sous les directives de l'Etat-major Général des Armées. Cela en vue de rehausser le niveau du corps des sous-officiers. Pendant sept semaines, ces sous-officiers stagiaires se sont familiarisés avec des matières qui sont entre autres, la Bureautique, la Topographie, le renseignement, le leadership, la logistique, le DIH et le Coaching. Le major de la promotion est l'Adjudant-chef de la Garde Nationale, Abdoulaye Togola. Il a obtenu 16,08 de moyenne. Le directeur du stage, le colonel Mohamed Sékou Sylla a déclaré que le bilan de cette pre-

mière session de Formation des Sous-officiers d'Etat-major (FEM1) est très satisfaisant. Selon lui, les Sous-officiers étant le socle des Forces Armées et de Sécurité, cette formation leur permettra de servir les différents Etats-majors avec brio.

Il a rassuré que ces Sous-officiers stagiaires disposent désormais des ressources nécessaires qui leur permettront de remplir leur rôle avec toutes les compétences requises pour la fonction. Le directeur du stage, le colonel Mohamed Sékou Sylla a également indiqué que ces stagiaires de la première session de formation des sous-officiers d'Etat-major ont acquis un certain nombre de compétences à savoir : l'utilisation du système C2OPS, la rédaction et la réception de message, la mise à jour des cartes et la connaissance sur les généralités tactiques d'Etat-major et procédures. Selon le Colonel Sylla, ils sont mieux outillés pour occuper le poste de Sous-officiers traitant dans un PC. Il a félicité les stagiaires pour leur courage et dévouement tout au long de la

formation. Le directeur du stage a salué l'EUTM qui ne cesse d'apporter son soutien aux FAMA, en général et à la Direction des Ecoles Militaires en particulier, dans le cadre de la formation. Le personnel d'encadrement n'a ménagé aucun effort pour la réussite de cette formation, a-t-il conclu.

Le porte-parole des instructeurs EUTM, le commandant belge Maillet dit avoir trouvé des stagiaires maliens très disciplinés et professionnels. Selon lui, leur savoir-faire était impressionnant au cours de la formation. Il les a exhortés à mettre à profit les connaissances acquises. Le Commandant Maillet a indiqué que l'EUTM continuera à former les FAMA pour renforcer leurs capacités opérationnelles.

Le Directeur par intérim des Ecoles Militaires, le Colonel Moussa Yoro Kanté a déclaré que le choix de ces stagiaires n'est pas fortuit. Il a souligné que cette formation est l'initiative de nos partenaires pour accompagner les FAMA dans leur mission. Le Colonel Kanté a invité les stagiaires à plus de cohésion pour relever le défi. Selon lui, la formation militaire est une continuité. Les stagiaires doivent mettre en application les notions acquises dans les différentes unités. Les hautes autorités du pays sont toujours engagées à améliorer les conditions de vie et de travail des FAMA, a-t-il martelé.

■ Yama DIALLO



Kita : Le 50^e pèlerinage catholique 2021 a vécu



Des milliers de pèlerins ont afflué des quatre coins du Mali et même du voisinage immédiat pour converger vers la ville historique, les 20 et 21 novembre 2021, à l'appel du Christ et de la foi chrétienne. C'était en présence du Premier ministre et chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, du ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Dr Mahamadou KONE, du Gouverneur de la région, M. Daouda MAIGA, des leaders communautaires et autres légitimités traditionnelles. C'était aussi et surtout en présence, bien entendu, des membres du clergé, en occurrence : Son Eminence Jean Cardinal ZERBO, Archevêque de Bamako ; Son Excellence Mgr Jonas DEMBÉLÉ, Président de la Conférence épiscopale du Mali (CEM) et évêque de Kayes ; Son Excellence Jean Baptiste TIAMA, évêque de Mopti ; Son Excellence Florent KONE, évêque de San ; Son Excellence

Pierre-Marie CARRÉ, évêque de Montpellier (France), avec sa délégation. La présence de Son Excellence Mgr Augustin TRAORE, évêque de Ségou, elle, était d'autant plus remarquée que son diocèse est le principal organisateur du pèlerinage 2021 avec, à la clef, une proposition de thème évocateur et d'actualité : « Avec Marie, tous unis pour un Mali fraternel ». Le ton de ce rendez-vous religieux avait été donné par 231 marcheurs, dont 03 prêtres, partis de Kati, le lundi 15, pour arriver à Kita, le jeudi 18 novembre 2021, accueillis dans la ferveur par les dignitaires religieux, chrétiens et musulmans, et une foule de fidèles enthousiastes.

Le lendemain vendredi, c'est la veillée de prière dans le Sanctuaire marial, principale église de la ville.

Le samedi marquait le démarrage effectif du pèlerinage avec, successivement, la messe

paroissiale, la prière au cimetière où reposent les premiers missionnaires catholiques de notre pays, la conférence sur le pèlerinage national (historique, thèmes, impact sur le témoignage chrétien), la cérémonie d'accueil officiel dans le Sanctuaire marial, la célébration pénitentielle et les confessions individuelles.

Veillée nocturne

Le clou de cette journée marathon, c'était la veillée sur la Colline mariale prise d'assaut par des milliers de fidèles pèlerins qui ont eu droit à une représentation chorégraphique et théâtrale du thème retenu pour cette année, à savoir : « Avec Marie, tous unis pour un Mali fraternel ».

Ce thème principal a été décliné en sous-thèmes ayant trait aux maux qui assaillent

notre pays et notre société, ainsi que les remèdes à y apporter dans une synergie d'actions, en mettant Dieu et la foi au cœur de tous nos faits et gestes. Il s'agit de la crise multidimensionnelle avec son lot de scepticismes, de doutes, d'amalgames et de stigmatisations, de frustrations et de mutilations en tous genres ; mais aussi, d'espoir, de générosité, d'hospitalité, de fraternité, de cousinage à plaisanterie, d'amour, de justice, d'équité, de droiture, de dignité, etc.

La veillée a pris fin par l'adoration du très Saint sacrement, fortement marquée par les prières et les bénédictions en faveur de notre pays pour le retour de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale et du vivre ensemble, des valeurs à nous enviées dans un passé récent où l'amour du prochain et le respect de l'autre dans la différence culturelle et de foi n'étaient pas de vains mots.

Un thème d'actualité

Le ministre Mahamadou KONÉ a salué le choix et la pertinence de ce thème qui colle parfait-

tement avec l'actualité et la réalité de notre pays, ainsi que la performance des acteurs qui ont interprété leurs rôles avec brio et beaucoup de savoir-faire.

Le Dr KONÉ a remercié l'Eglise dans son ensemble pour les prières et les bénédictions à l'endroit de notre pays, en exhortant à persévérer dans ce sentier de Dieu.

Il est d'autant plus convaincu du bienfait de ces prières et bénédictions que, grâce à elles et avec le concours des plus hautes autorités du pays, la sœur Gloria CECILIA a récemment recouvré la liberté après quatre ans de captivité aux mains d'inconnus armés.

Le ministre KONÉ a enfin rassuré la communauté chrétienne, catholique en particulier, en ce qui concerne le soutien et l'accompagnement du Gouvernement, à travers son Département, en faveur de ladite communauté. En témoignent quelques réalisations à l'occasion de ce pèlerinage 2021 : la clôture du site de la Colline mariale, la réfection avec du marbre des tombes abritant les restes de premiers missionnaires catholiques du Mali, la réhabi-

litation des latrines, la confection partielle de bancs en ciment sur le site de la Colline mariale.

Les actions déjà entamées sont achevées et d'autres sont en cours de programmation pour le confort matériel et moral des fidèles catholiques, à la mesure des moyens disponibles, a promis le ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes.

Le Premier ministre Choguel Kokalla MAIGA, pour sa part, a réaffirmé le soutien et l'accompagnement de son Gouvernement, sous les directives présidentielles du colonel Assimi GOITA, en faveur des frères et sœurs chrétiens, catholiques en particulier, avant de solliciter leurs prières et leurs bénédictions pour une Transition réussie dans un Mali sécurité, apaisé et fraternel.

Source : CCOM/MARCC



Pèlerinage de Kita : Le Premier ministre rencontre les forces vives

En marge du 50^e pèlerinage de la communauté chrétienne catholique à Kita, le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a rencontré, le 21 novembre 2021, les forces vives de la région de Kita, en présence du ministre des affaires religieuses, du culte et des coutumes Mamadou Koné. Cette rencontre avait une double signification. Primo : transmettre le message du Président de la république tout en déclinant la vision de la Transition. Secundo : inviter la population de la région de Kita à participer aux Assises Nationales de la transition.

Après un accueil digne de son rang, à l'entrée de la ville de Kita, Dr Choguel Kokalla Maïga s'est dirigé vers le gouvernement où l'attendaient les forces vives. Comme à l'accoutumée, partout où Dr Choguel Kokalla Maïga passe, il consacre une partie de son temps à la rencontre des forces vives de la localité. En se prêtant à cette tradition, le PM donne la parole à la population pour qu'elle exprime ses difficultés. La société civile et les leaders religieux ont remercié le premier ministre, pour cette visite dans la région de Kita nouvellement créée.

En prenant la parole, le chef de village Seydou Issa Keita n'a pas manqué de souligner que les maliens n'aspirent qu'à la paix et à la cohésion.

Il a saisi cette occasion pour exprimer le soutien sans faille de la population de Kita aux autorités de la transition. « **Nous vous accompagnerons pour poser les fondations du Mali nouveau. Le malinké ne trahit pas** », a-t-il précisé.

Tout à tour le maire Sory Ibrahim Dabo et le gouverneur de la région de Kita, Daouda Maïga ont pris la parole et ont abondé dans le même sens que le chef de village de Kita. Le gouverneur a précisé que toutes les doléances de la région ont été recensées et seront remis au premier ministre. Ils ont invité tous les maliens à participer aux assises nationales de la refondation qui seront une occasion pour les maliens de tracer la nouvelle voie à suivre.

C'est pourquoi, ils diront que la population de la région de Kita jouera toute sa participation lors de ce rendez-vous capital.

À l'entame de son intervention, le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a rendu un vibrant hommage aux forces de défense et de sécurité qui abattent un travail remarquable pour assurer la sécurité de la population. Selon lui, l'armée constitue la colonne vertébrale de la nation. « **Je vous informe que le 11 novembre a été par décret journée des légitimités traditionnelles. Ils sont le socle de nos sociétés. Le Mali kura c'est aussi ça. Si vous avez remarqué, nous sommes en train de mettre nos tenues traditionnelles. Présentement, tous les ministres viennent en conseil de ministres en tenue traditionnelle ou militaire. C'est pourquoi nos artisans sont en train de se frotter les mains. J'invite les maliens spécialement les héritiers des régimes déchus à l'union des cœurs pour donner au Mali son honneur et sa dignité. Nous ne voulons plus répéter les erreurs du passé. Toutes les grandes nations qui se sont développées, ont connu des moments difficiles. Je suis persuadé que le Mali sortira de la situation de crise multidimensionnelle** », a-t-il rassuré.

Enfin, les leaders religieux ont formulé des bénédictions pour la réussite de la transition.

■ Ibrahim SANOGO



Le PM a la rencontre des agents de la haute administration : "Le Mali n'a jamais été isolé et ne sera jamais isolé"



En prélude à la tenue des Assises nationales de la refondation, le premier ministre, le Dr Choguel Kokalla Maïga a rencontré, le lundi 22 novembre 2021, les agents de la haute administration. Au menu des échanges, les Assises Nationales de la Refondation, la création d'un organe unique de gestion des élections (OUGE). Plusieurs membres du gouvernement ont pris part à cette importante rencontre.

Pour le premier ministre, Le Dr Choguel Kokalla Maïga, la transition ne doit pas être comprise comme une politique fondée sur la simple substitution d'une équipe d'hommes et de femmes à une autre équipe. Pour se convaincre de cela, il suffit de rappeler les circonstances de son instauration. Tout est parti

d'une élection présidentielle qui, par sa mauvaise organisation a dérouteré plus d'un de nos compatriotes. « Je ne reviendrai ni sur l'organisation, ni sur le déroulement. Je ferai seulement retenir qu'à terme, les forces patriotiques se sont mobilisées pour que prennent fin des pratiques qui jurent avec l'exercice de la démocratie », a-t-il expliqué.

Confiante à sa démarche très méthodique, le premier ministre, Choguel dira que la première étape consiste à sauter des verrous, lever des entraves, surmonter des handicaps. En d'autres termes, il est question pour nous, de mettre fin à une série de pratiques, de comportements qui jusque-là empêchent de mobiliser pour produire et répartir, de manière équitable, les fruits de la production. Nul ne

peut, en ces instants-ci, nier la nécessité de rompre avec ces pratiques et comportements que vous me permettrez de ne pas énumérer, tant ils sont connus de tous.

La seconde étape conduit, à recréer, à refonder. Une fois rejetées les pratiques décriées, il s'agit de maintenir constant l'effort et d'œuvrer pour instaurer le renouveau. Sur ce point, le Programme d'Action du gouvernement, inspiré par la vision du Président de la Transition délimite clairement le champ d'action. « Tous les chantiers seront revisités dans le sens de leur remise à niveau. Toutefois, avec le souci de ne pas disperser les efforts et de se fixer des indicateurs vérifiables à l'heure du bilan, quatre chantiers ont été identifiés comme prioritaires. Ils sont ceux énumérés comme il suit : ren-



forcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; réformes politiques et institutionnelles ; organisation des élections générales et promotion de la bonne gouvernance », a-t-il cité.

Le premier ministre, s'est longuement appuyé sur l'exécution du Programme d'Action du gouvernement qui autorisera l'accès aux résultats escomptés. La troisième étape à atteindre qui consiste à transmettre à nos successeurs un Etat fort et des institutions stabilisées, fonder l'Etat sur des institutions adaptées à nos réalités. « Ici se traduit, dans toute sa plénitude, notre ambition : instaurer le Nouveau-Mali, le Malikoura et cela, pour nous, certes, mais également, pour notre postérité. La quatrième étape renvoie à la manière dont nous devrions nous y prendre pour réussir notre action de reconstruction. Il est impérieux pour nous tous d'agir dans la plus grande collégialité. En d'autres termes, le mot d'ordre qui s'impose est unité d'action pour le sursaut national. Que cette unité soit prônée, recommandée, justifie les différentes entreprises allant dans le sens de rassembler toutes les forces acquises au changement. A ce propos, le Président de la Transition a insisté sur le mot inclusivité », a-t-il précisé.

Toujours dans la dynamique, Dr Choguel Korkalla Maïga a expliqué que ses rencontres avec les partis politiques et les acteurs de la société civile, ses prises de contact avec ses prédécesseurs et les légitimités traditionnelles, les récentes rencontres, d'une part

entre le Président de la Transition et, d'autre part, les légitimités traditionnelles et les regroupements de partis politiques visaient à rassembler toutes les couches socioprofessionnelles de la nation à l'édification du nouveau Mali. « Vous l'aurez perçu, la Transition



est passage : passage d'un état des choses ne donnant nullement satisfaction à un état des choses conçu pour autoriser l'épanouissement des hommes et des femmes dans une société réconciliée avec elle-même. Les quatre étapes que comporte l'exécution des tâches à mener pour la réaliser font songer au travail de la terre : il nous faut commencer par dessoucher, sarcler et biner ; puis, sur le terreau amendé, planter et, après avoir planté, récolter et engranger ; le tout dans un élan de solidarité nationale », a-t-il renchéri.

Le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a donné l'assurance que les Assises nationales de la refondation ne seront ni des assises de trop, ni des assises susceptibles d'opposer une catégorie de Maliens à d'autres Maliens. Les Assises Nationales de la Refondation sont conçues pour restituer la parole au peuple souverain, qui se prononce sur son destin, qu'il soit l'artisan du projet politique national, et qu'il procède aux indispensables réformes politiques et institutionnelles. Le Programme d'Action du Gouvernement a retenu, parmi ses quatre axes, l'organisation des élections générales. Pour les réussir, il a été retenu, demande forte de l'ensemble de la classe politique, tout comme du reste, les Assises Nationales de la Refondation, la création d'un organe unique de gestion des élections (OUGE).

S'agissant des Assises nationales de la refondation ou de l'Organe Unique, des avancées significatives ont été réalisées. Il a informé qu'un chronogramme a été élaboré, des termes de références validés, deux organes, le Panel des Hautes Personnalités et la Commission d'organisation, installés. Des indications précises ont été formulées à leur intention lors de leur installation solennelle. Une telle rencontre ne pouvait se tenir sans que le premier ministre n'évoque les sanctions de la Cédéao infligées au Mali. « Nous en prenons acte tout en déplorant la décision. Pourtant, la concertation fondée sur la bonne foi aurait permis l'instauration d'une fructueuse collaboration. Elle nous a opposé la réalité des textes. Nous lui avons opposé le principe de réalité (la réalité du terrain). Nous sommes prêts à aller aux élections, mais en ayant auparavant, comme du reste elle a eu à nous le recommander, dans un passé récent, procédé à un amendement des textes afin d'éviter les crises politiques et les contestations posté-

lectorales répétitives », a-t-il rassuré.

Dr Choguel a indiqué qu'il n'existe pas de bras de fer entre le Mali et l'organisation subrégionale. Il n'en est rien. Enfin, certains ont parlé d'isolement. « A cela, je réponds, le Mali n'a jamais été isolé, le Mali ne sera jamais isolé. Il suffit d'en juger par le nombre de pays, et pas des moindres, qui ne cessent de lui apporter leur appui multiforme comme récemment, lors de la 76^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies et du vote au Conseil de sécurité pour décider de l'augmentation de l'effectif de la Minusma.

En prenant la parole, le doyen des secrétaires généraux des ministères, Dr Yaya Gologo dira que les administrateurs se reconnaissent dans les propos du premier ministre pour la refondation. Le Mali a besoin d'un Etat. Le Mali a besoin d'une administration crédible au service du peuple malien. « Je rassure que les instructions du Premier ministre seront mises

en œuvre. La priorité des priorités pour le Mali, c'est la tenue des Assises nationales de la refondation », a-t-il conclu.

Cette rencontre a enregistré la présence du ministre l'urbanisme, de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population, Bréhima Kaména, en compagnie d'une forte délégation de son département pour signifier leur soutien indéfectible au premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga pour la réalisation du plan d'action du gouvernement adopté par le conseil national de transition. Il croit fortement que les assises nationales de la refondation permettront de poser les bases d'une gouvernance vertueuse. C'est pourquoi, le ministre Kaména est actif pour ne pas dire très dynamique dans la réalisation du PAG.

■ Ibrahim SANOGO



Mouvement Démocratique : L'ADEMA-ASSOCIATION et le PARENA répondent à Choguel Maiga

Le 11 novembre dernier, face aux légitimités traditionnelles conviés à Bamako, le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga tint les propos suivants " Vous vous souviendrez, il y a de cela un peu plus de trois décennies, sous le couvert de l'instauration de la démocratie, qui a été présentée comme une panacée contre le sous-développement, on a promis au Peuple des lendemains qui chantent. Ce qu'il en a résulté est connu : tous les

leviers de l'Etat : les Forces de Défense et de Sécurité, l'Ecole, l'Administration, la Justice se sont retrouvées vidées de leur substance. La déliquescence progressive a atteint tous les secteurs de la vie de la Nation. La corruption et l'impunité devenues monnaie courante ont contribué à désarticuler les fondements de notre sécurité. La gestion du pays est passée entre les mains des PTF et des ONG et, le seul indiscutable bilan que la démocratie nous a

légé est la floraison des associations et des partis politiques. L'affaiblissement de l'autorité centrale a eu, comme conséquence, la faillite de l'Etat avec ses corollaires : précarité de l'unité du peuple et de l'intégrité du territoire national, perte de la souveraineté, déliquescence des services sociaux de base, insécurité ; en un mot, tout ce que le Peuple vit aujourd'hui comme difficulté".

Quant à Jeamille Bittar invité par la chaîne de télévision LTV, il a purement et simplement demandé la dissolution de tous les partis politiques.

Ces deux déclarations, prises isolément ou mises bout à bout ont été considérées par deux composantes importantes du Mouvement Démocratique, l'Adema-Associations et le PARENA comme une véritable déclaration de guerre. Un casus belli.

Ils ne se privent pas de le dire dans les déclarations en encadré.



L'Association "Alliance pour la Démocratie au Mali" - A.DE.MA -

BP : 1546 - Tél : 20 28 53 43 - Cell : 7 611 61 90 - Bamako - MALI

Déclaration relative

aux propos du Premier Ministre lors de la Rencontre avec les Chefs Traditionnels et Coutumiers du Mali le 11 novembre 2021 au Centre International des Conférences de Bamako (CICB).

Le jeudi 11 novembre 2021, lors de la rencontre qu'il a organisée avec les chefs traditionnels et coutumiers, le Premier Ministre Choguel Kokala Maïga a tenu des propos insultants pour tous ceux qui ont œuvré pour l'avènement d'une démocratie multipartite au Mali, en général, pour la mémoire des martyrs et toutes les victimes de la répression féroce du régime de Moussa Traore en particulier.

Ces propos sont manifestement ceux d'un chef de parti porteur d'œillères qui avec constance et obstination entonne depuis des décennies la même rengaine : La 3^{ème} République serait la source, la responsable de tous les maux dont souffre notre pays. L'instauration de la démocratie aurait conduit à la faillite de l'Etat. L'ère démocratique n'aurait apporté que désolation au peuple malien dans tous les secteurs de la vie publique. Son bilan se réduirait à une « floraison d'associations et de partis politiques ». Ainsi donc, parmi toutes les pages de l'histoire du Mali indépendant, celles des trois dernières décennies devraient être déchirées et jetées à la poubelle.

Notre association condamne fermement ces propos de Choguel K. Marga qui s'inscrivent dans sa logique de défense du régime qui a prématurément freiné l'élan patriotique de construction nationale du Président Modibo Keita.

Au moment où les maliens aspirent et réclament une union sacrée pour affronter les défis majeurs auxquels notre pays fait face, l'heure n'est pas aux discours tendant à la dispersion des forces. Comment le Premier Ministre, Chef du Gouvernement compte-t'il « fédérer l'ensemble des forces patriotiques et susciter leur adhésion » pour « réussir une transition de rupture » ?

De toute évidence, la réussite de la Transition ne se fera pas dans la stigmatisation d'une partie des acteurs politiques notamment ceux du Mouvement Démocratique de mars 1991. C'est pourquoi, en cette phase critique de la vie de notre Nation, l'Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA-Association) invite le Premier Ministre, à faire preuve de grande retenue, d'esprit d'ouverture et de tolérance. Les maliennes et maliens ont en partage ce pays et doivent bénéficier d'une égale considération et d'un égal traitement de la part de ceux qui ont en charge la gestion des affaires de l'Etat.

Elle exhorte tous les démocrates à redoubler de vigilance et de détermination pour défendre et faire prévaloir les valeurs et les acquis de la démocratie chèrement conquise au Mali.

L'Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA-Association) restera toujours fidèle à sa mission de « Sentinelle de la Démocratie au Mali » pour la sauvegarde des libertés publiques fondamentales, la consolidation d'une société démocratique et pluraliste.

Bamako le 20 novembre 2021

Pour le Comité Directeur
La Présidente


Madame Sy Kadiatou SOW

PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

DÉCLARATION DU PARENA SUR LES NOSTALGIQUES DE LA DICTATURE ET DU PARTI UNIQUE, ET LEUR PROJET DE RESTAURATION AUTORITAIRE

Le PARENA dénonce les attaques du Premier ministre de la transition et celles du Porte-parole du M5 contre le cadre démocratique et républicain instauré au Mali depuis le renversement du régime de parti unique en mars 1991.

Jetant peu à peu les masques et cachant difficilement leur haine de la démocratie et du pluralisme politique, les héritiers du CMLN et de l'UDPM, que sont Choguel Maïga et Jeanmille Bittar, ont multiplié les déclarations provocatrices et les attaques frontales contre les acquis démocratiques obtenus de haute lutte et dont les tenants de l'UDPM ont été parmi les principaux bénéficiaires.

En effet, recevant des chefs de villages et de quartiers, le 11 novembre 2021, regrettant le temps du parti unique, exprimant ouvertement sa nostalgie de la dictature, le Premier ministre a déclaré :

« le seul et indiscutable bilan que la démocratie nous a légués est la floraison des associations et des partis politiques ».

Embouchant la même trompette, le Porte-parole du M5 a déclaré sur LTV:

« je profite de votre micro pour demander au colonel Assimi de dissoudre l'ensemble des partis politiqueset que la constitution de la 3è République soit suspendue... ».

Faisant fi de la situation générale du pays qui se détériore jour après jour, le Premier ministre apparaît pour ce qu'il est: le plus grand diviseur commun du pays (PGDCP) au moment où le Mali a besoin de rassemblement en ces circonstances historiques graves.

Il devient clair que la transition est entrée dans une nouvelle phase, celle de l'hégémonie des partisans de la dictature qui utilisent le pouvoir d'État transitoire pour faire l'apologie du parti unique et menacer les libertés démocratiques.

Le Carré des Martyrs, le Pont des Martyrs, le Monument des Martyrs, la Pyramide du Souvenir sont, entre autres, des symboles indélébiles de la lutte héroïque du peuple malien, pendant des décennies, pour sa dignité et pour la liberté.

Hommage à nos martyrs!

Hommage à ceux qui sont morts dans les cachots de la dictature, à ceux qui ont porté et qui portent les cicatrices indélébiles d'abominables tortures, aux déportés dans les bagnes du Sahara, aux exilés !

Devant les assauts répétés contre le cadre démocratique et républicain, contre la constitution de 1992, contre les acquis de la révolution de mars 1991, **le PARENA invite:**

*Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana / Tél (00223) 66 78 49 27//
(00223) 66 78 90 64 // Bamako – Mali / E-mail : parenamali@gmail.com*

- **la présidence de la transition et le CNT** à clarifier leurs positions sur le multipartisme et la préservation du cadre démocratique;
- **les démocrates épris de liberté** et de justice dans la diaspora, à Bamako et dans les régions à faire front contre les velléités dictatoriales et liberticides du régime du M5.

Il exhorte les sensibilités marginalisées du M5 à se démarquer clairement et nettement de l'aventurisme politique qui menace les fondations du régime démocratique et républicain.

Le Parti pour la renaissance nationale invite les Maliennes et les Maliens, les démocrates de tous horizons, tous ceux qui sont épris de liberté et de justice, tous les acteurs et héritiers de mars 1991 à se rassembler pour **mettre en échec**:

- **les projets de restauration**, en cours, de l'ordre ancien ;
- **la falsification et la réécriture de l'histoire** du Mali, notamment la résistance à l'autocratie, la lutte pour l'avènement de la démocratie ainsi que pour les progrès enregistrés dans la satisfaction des droits économiques et sociaux.

Tous debout et unis pour relever le Mali et le sauver!

Bamako, le 22 Novembre 2021

Pour le PARENA
Tiébilé Dramé

La CEDEAO contre les autorités de la transition : Des sanctions injustes et insensées

Il n'est un secret pour personne qu'aujourd'hui notre pays traverse un des moments les plus difficiles de son histoire. Confronté à une crise multidimensionnelle, crise qui le menace jusqu'à son existence même, notre pays cherche aujourd'hui à se sortir d'affaires. Au moment où il semble trouver le bout du tunnel, c'est en ce moment qu'a choisi la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour imposer des sanctions à des autorités sur lesquelles le peuple malien dans sa grande majorité fonde tout son espoir pour le sortir de cette situation qui n'a que trop duré. Il n'est un secret pour personne qu'aujourd'hui notre pays traverse un des moments les plus difficiles de son histoire. Confronté à une crise multidimensionnelle, crise qui le menace jusqu'à son existence même, notre pays cherche aujourd'hui à se sortir d'affaires. Au moment où il semble trouver le bout du tunnel, c'est en ce moment qu'a choisi la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour imposer des sanctions à des autorités sur lesquelles le peuple malien dans sa grande majorité fonde tout son espoir pour le sortir de cette situation qui n'a que trop duré.

Avec la décision de l'organisation sous-régionale de sanctionner les autorités de la transition, à savoir le chef de l'exécutif et son équipe et les membres du Conseil National de Transition (CNT) qui fait office de l'Assemblée nationale, en les interdisant de voyager et en gelant leurs avoirs, le peuple malien ne manque pas de se poser la question de savoir : pour qui roule la CEDEAO ? Est-ce que la CEDEAO agit-elle pour la défense des intérêts du peuple ou pour préserver leurs propres intérêts ou ceux d'une tierce personne ? Parce qu'il n'arrive pas du tout à comprendre cette décision de l'organisation sous-régionale. Car, si elle dit avoir sanctionné ces dirigeants là pour n'avoir pas voulu respecter les délais prévus pour la fin de la transition et la tenue des élections, elle n'est pas sans savoir que cette volonté de ne pas organiser les élections sans pour autant procéder d'abord à des réformes politiques et institutionnelles profondes afin de préserver à notre pays les expériences douloureuses passées, est la traduction de la volonté générale d'un peuple qui n'a que trop souffert à cause des élections bâclées dont les conséquences sont des coups d'État successifs.

La CEDEAO n'est pas sans savoir que la situation actuelle du pays marquée par une crise sécuritaire généralisée qui a fait perdre à notre pays plus du tiers de sa souveraineté territoriale, l'on se pose la question pourquoi s'entête-t-elle à valoir imposer des élections dont on pourrait encore regretter les conséquences ? Le peuple malien n'arrive pas du tout à se trouver un sens à ces agissements de l'organisation sous-régionale qui est sensée privilégier sa volonté au détriment de toute autre



volonté.

Ces sanctions sont d'autant plus insensées qu'elles sont injustes en ce sens qu'elles ne concernent que le Premier ministre et son gouvernement ainsi que les membres du CNT qui fait office de l'Assemblée nationale. L'opinion nationale n'arrive pas à comprendre et se demande pourquoi ces sanctions ne concernent que ces membres précités et elles épargnent le premier responsable de cette autorité de transition qui est le président de la République et son ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ? Elles sont injustes, puisque d'ordinaire quand il y a des sanctions de ce genre elles commencent d'abord par le président ensuite les autres. Puisqu'il est clair que, quelque soit la volonté

d'un Premier ministre, il ne saurait agir contre la volonté de son président. Alors s'en prendre à un Premier ministre et épargner le président dont il relève, cachera-t-il d'autres choses dont elle ignore ?, s'interroge l'opinion nationale dans sa grande majorité.

En effet, s'il est vrai que dans les dispositions réglementaires de l'organisation sous-régionale, il est carrément banni le renversement d'un régime par les militaires, les sanctions tenues ainsi auraient plus être justifiées si elles étaient adressées à un président militaire, auteur du coup d'État plus qu'à un Premier ministre civil.

En s'en prenant ainsi au Premier ministre sans son président, cela traduit pour nous deux choses: d'abord, la première, faire tout pour

affaiblir le Premier ministre, Dr Choguel Kalka Maïga, l'anéantir afin qu'il puisse déposer par lui-même le tablier, question de lui faire payer son discours va-t-en guerre contre la "mère patrie, la France" à la tribune de l'ONU devant le regard du monde entier et surtout sa volonté de diversifier les partenaires pour sortir le pays du gouffre dans lequel il est plongé depuis plus de huit (08) ans.

Ensuite, la seconde, faire tout pour créer de la dissension entre un Premier ministre et son président qui sont aujourd'hui en parfaite phase, en faisant croire à ce dernier que le premier et l'unique problème qu'il a, pour bien mener sa transition, est son Premier ministre et que la seule solution qui s'offre à lui serait de se débarrasser de ce dernier. Ainsi, en brisant son propre rempart, il serait désormais facile à le manier pour le remettre sur "le droit chemin", celui de le ramener dans les giron de "la mère patrie, la France". Quel honte !

Nous ne pouvons pas comprendre qu'en plein 21ème siècle, qu'il existerait encore des personnes qui ne manifestent aucune volonté de se libérer de cette chaîne coloniale, pire qui contribuent plutôt à torpiller les siens au profit de l'ex-colonisateur. Quand est-ce que l'on verrait une véritable décolonisation de notre continent ? Quand est-ce qu'il y aurait une véritable unité africaine tant recherchée depuis belle lurette ?

En tout état de cause, les Maliens sensés doivent comprendre maintenant que les agissements de la CEDEAO ne sont ni plus ni moins que la traduction de la volonté d'un certain nombre de chefs d'État africains de protéger leurs propres intérêts et de préserver ceux de la France, qui est leur "mère patrie". Pour y faire face et préserver nos propres intérêts et sauvegarder notre dignité et notre liberté, il revient à nous Maliens de tous bords de taire nos différends internes pour faire face à l'ennemi commun. Ceci n'est pas un choix mais une exigence, voire un devoir de génération. C'est en cela uniquement en cela que nous pourrions répondre dignement présent devant le tribunal de l'Histoire.

Daouda DOUMBIA

Source : Inter De Bamako

Réception des regroupements de Partis politiques à Koulouba : Le Colonel Assimi marque des points dans le sens du consensus

Dans le cadre des préparatifs des Assises Nationales de la Refondation (ANR) prévues en décembre, plusieurs regroupements de partis politiques ont été reçus le vendredi 19 novembre au Palais de Koulouba par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. L'objectif de cette rencontre selon le site d'information de la Présidence était d'« obtenir un large consensus sur la tenue des Assises Nationales de la Refondation et échanger sur la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle de notre pays ». Cette démarche du président de la Transition fait tomber le mur de la méfiance entre les acteurs politiques et les autorités de la Transition.



Les Assises Nationales de la Refondation sont cette occasion où toutes les couches de la Nation doivent s'asseoir, discuter et recommander. Le Mali traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire. Le pays est tombé bas et tout le monde en est fautif. Cependant, les Maliens doivent se poser la question sur ce qui n'a pas marché depuis le début. Et surtout, sur ce qu'il faut faire pour ne pas tomber dans la même situation à l'avenir. Les autorités de la Transition ont compris cela et travaillent d'arrachepied

pour que tous les Maliens se retrouvent malgré les divergences et parler du Mali et de son avenir. Cela à la faveur d'une assise nationale sur la refondation, dont les membres du comité d'organisation et de la conduite des panels ont été déjà nommés. Cependant, une frange de la classe politique, vraisemblablement opposée au Premier ministre, Dr Choguel Maïga, rejette d'un revers de main sa participation à ces assises.

Malgré le refus de ces partis politiques d'y prendre part, les autorités de la Transition, en



première ligne le président Assimi Goïta, dans leur volonté de faire régner le consensus et l'inclusivité lors de ces Assises, ont décidé de discuter avec tous les regroupements des partis politiques. C'est en droite ligne de cette dynamique que le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a tenu à recevoir les différents responsables des regroupements politiques au palais de Koulouba. En effet, après ces rencontres de Koulouba, des avancées ont été constatées au niveau de la participation à ces ANR. Même si certains partis ont décidé de conserver leur position, ils se disent ouverts au dialogue.

C'est ainsi que le chef de la délégation du Cadre d'Echanges des Partis politiques pour la Réussite de la Transition, le Dr Youssouf Diawara, a bien apprécié l'initiative de cette rencontre sans toutefois donner de garantie sur la participation de son regroupement à ces Assises. Pour leur regroupement, ces Assises ne sont plus opportunes à l'heure actuelle de notre pays, après d'autres rencontres du même genre, comme le Dialogue National Inclusif (DNI) organisé par le régime déchu. A la différence de la première délégation, celle du Mouvement du 5 juin 2020-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), conduite

par son Vice-président, Boubabacar Karamoko Traoré, a rassuré le Président de la Transition quant à leur engagement de travailler au consensus et à la réconciliation des Maliens autour des objectifs des Assises Nationales de la Refondation.

Pour le Président de l'Alliance Citoyenne pour la République et la Démocratie, l'ancien ministre Oumar I. Touré, leur soutien est sans équivoque. « Nous avons réaffirmé notre position qui est de participer aux Assises Nationales de la Refondation. L'occasion était opportune pour exprimer devant le Président de la Transition notre engagement à être présent et à y contribuer de façon très positive », a-t-il confié.

Le Dr Abdoulaye Amadou Sy de la Coalition des Forces Patriotiques (COFOP), a pour sa part, lancé un appel à l'union de tous les Maliens autour des autorités de la Transition. C'est pourquoi, dit-il, la COFOP accompagnera le processus de refondation en cours dans notre pays, à travers sa participation aux Assises Nationales de la Refondation. Sans doute, cette action du président de la Transition va permettre à faire bouger les lignes. Longtemps plongé dans un silence de sagesse, le Colonel Assimi Goïta par ces rencontres vient de marquer des points positifs dans le sens de la quête du consensus.

Adama Tounkara (stagiaire)
Source : Le Sursaut





Culture : DIAKITEMÈRÈ

Un documentaire de 80 minutes, réalisé par notre compatriote Ayouba Sow a été projeté le mercredi au siège du Fespaco.

Dans sa grande diversité ethnique et culturelle, le Mali est un vaste pays qui regorge de plusieurs identités culturelles tant sur le plan vestimentaire, mais aussi en terme de coiffures. Si nous essayons de parcourir le Pays dans son entier, nous rencontrerons plusieurs coiffures différentes les unes des autres et chacun ayant son sens, sa circonstance, ainsi que son identité culturelle. À l'ordre du jour, nous avons le Diakitemèrè, une coiffure du Khasso, une des ethnies majoritaires de la région de Kayes, au Mali. Je dis culture

Une identité culturelle Khassonké

Jadis connue comme une identité de la femme Khassonké, elle était faite par les jeunes filles et les dames pour des occasions de mariages, baptêmes, lors des fêtes ou pour tout autre événement de grande envergure. En plus d'être un accessoire de parures, elle représente également une étape remarquable de la vie de la femme dans le Khasso. Connue aussi chez les peulh comme étant la coiffure de la jeune fille, cette coiffure s'est faite une place importante

dans l'ethnie Khassonké. Le peuple Kkassonké est issu du métissage entre Peulh et les peuples autochtones de Kayes: Malinké, Sonninké et bambara du Kharta. Selon nos investigations, le Diakitemèrè tire ses origines de Oussoubidjan Diakité qui serait le père fondateur de l'actuel OUSSOUBIDJAGNA une ville du cercle de Bafoulabe dans la région de Kayes. C'est lui qui chaque année convoquait tous les notables et chefs de guerre afin de discuter du sort de son royaume TOUMBI FARA actuel OUSSOUBIDJAGNA. Pour l'occasion, il faisait faire aux femmes cette coiffe majestueuse, couronne de gazelle. Puis quand vint le tour de l'initiation de ses filles, il fit tresser cette coiffure à celles-ci qui venait de passer, l'étape de jeune fille en femme, une initiation appelée MOUKILOU ou MOUKIRA selon les différents dialectes. Après, le Diakitemèrè couronnait l'essentialité de l'initiation par sa beauté. En cette époque, seules les jeunes filles ayant passé cette étape pouvaient en être ornées. N'Faly Kouyaté un griot conservateur du Khasso nous a confié pendant nos investigations : la femme une fois mariée ne portait plus le Diakitemèrè. Elle était réservée seulement aux jeunes femmes célibataires qui

ont passé leur initiation. Plus tard avec l'abandon de certaines rigueurs en la matière les femmes l'adoptèrent toutes. Ainsi devenue une identité des femmes du Khasso auprès d'autres femmes du Mali.

Comment se tresse le Diakitemèrè?

Cette tresse se réalisait à l'aide de cheveux et des mèches à base de plantes. Ces mèches à l'époque étaient faites à l'aide des fils d'hibiscus « DA FOU WO » Les tiges de la plante souvent utilisée pour réaliser des sacs de céréales, des mèches de coiffures, des fils pour coudre. La coiffe se fait en tissant deux cordons de chevelures mêlées à la mèche de « DA FOU WO » tressées de la partie frontale de la tête à la partie pariétale, puis des deux latérales, deux autres cordons de la partie pariétale descendant vers le temporal jusque devant les oreilles. Ensuite, le reste est fait de petites tresses de chevelure en miniature pour orner la tête. Le tout formant le Diakitemèrè. De nos jours avec les mèches industrielles et l'abandon de la fabrication des mèches à « DA FOU WO », bon nombre de coiffeuses ont recours aux nouvelles mèches. Puisque le monde évolue porteuses de Diakitemèrè se sont adaptées.

Aujourd'hui avec l'interpénétration culturelle que subit le monde, les tresses africaines semblent faire place aux nouvelles modes de coiffures, relevant celles-ci au rang de patrimoine à conserver. L'idée serait de montrer qu'une identité culturelle entière pourrait disparaître avec la disparition, une coiffure. Nafissatou Kanouté une conservatrice de la culture Khassonké nous affirme tout son intérêt par la sauvegarde de ses tresses qui sont plus qu'une coiffure mais une culture entière : « nous pouvons évoluer avec ces coiffures, elles nous rendent toute notre beauté et mieux encore elles témoignent notre grand amour » Confiait-elle.

Certes le monde évolue, nous pouvons aimer ce qui nous vient d'ailleurs mais le mieux serait que nous ayons un œil sur ce que nous avons comme identité culturelle car c'est la survie de nos valeurs ancestrales qui sont en jeux.

Fama Mademba Sacko

Venezuela : L'opposition subit un revers cinglant pour son retour sur la scène électorale

Au Venezuela on votait, dimanche 21 novembre, pour des élections municipales et régionales. Pour la première fois en quatre ans l'opposition revenait sur la scène électorale, après avoir boycotté les derniers scrutins. Mais le retour a été décevant pour les opposants au gouvernement.



C'est un coup dur qu'a vécu l'opposition vénézuélienne cette nuit. Les résultats se sont fait attendre, ils n'ont été connus qu'un peu après minuit, à 90% du décompte des voix. Les opposants à Nicolas Maduro n'ont gagné que trois États sur 23, un de moins qu'aux dernières élections régionales, détaille notre correspondante à Caracas, Alice Campaignolle. L'opposition n'est pas parvenue à mobiliser ses partisans. C'est un échec, que l'on peut qualifier de « cuisant ».

Pourtant on s'y attendait, beaucoup de vénézuéliens sont résignés et ne croient plus en leur processus électoral, alors ils ne se sont pas déplacés pour aller voter. La participation est estimée à 42%, un chiffre extrêmement bas même pour une élection locale. Et après avoir disparue des bulletins de vote pendant 4 ans, l'opposition est revenue très divisée, impossible donc de faire face au parti socialiste uni du Venezuela, le PSUV.

Mais au-delà d'une victoire ce scrutin c'était

l'opportunité pour les opposants au gouvernement actuel de renouer avec leurs partisans, après ce long boycott. Mais il semblerait que ces élections du 21 novembre aient été rendez-vous raté.

Les chavistes célèbrent leur victoire

Les chavistes ont en revanche allègrement fêté leur victoire. Sur la Plaza Bolívar au centre historique de Caracas, plusieurs centaines de sympathisants du PSUV ont patienté jusqu'à minuit pour attendre l'annonce des résultats, rapportent nos envoyés spéciaux, Stéphanie Schüller et Bertrand Haeckler. Et pour beaucoup ici, la participation de l'opposition à ces élections régionales et municipales ne fait que rendre la victoire plus belle. « La démocratie a été confirmée au Venezuela. Nous avons remporté un succès glorieux », lance un de ses militants.

Mais les électeurs chavistes, comme tous les Vénézuéliens, font face à un quotidien de plus en plus précaire. Et ils n'hésitent plus à le faire savoir au régime socialiste victorieux. « J'espère qu'ils s'occuperont un peu plus de la population. Bon c'est ce qu'ils ont toujours fait, mais j'espère quand même qu'ils s'en occuperont un peu plus ! Parce que les gens les plus pauvres sont très durement frappés par les sanctions économiques que nous imposent les États-Unis », explique Souleya.

« Nous savons tous qu'il y a les sanctions américaines. Mais cela ne devrait pas servir d'excuse pour tous les problèmes que nous avons ici. Avec ou sans sanctions, les candidats qui ont été élus ce dimanche doivent aider la population vénézuélienne », affirme de son côté Hugo, un autre supporter du parti au pouvoir.

Source : RFI

Sénégal : La coalition Yewwi Askan Wi investit ses candidats aux prochaines élections

Au Sénégal, la coalition de l'opposition, Yewwi Askan Wi a organisé dimanche 21 novembre un grand meeting politique d'investiture des 19 candidats des 19 communes de Dakar. Une façon de les présenter aux électeurs de la capitale. Ce meeting autorisé a drainé une foule de militants et sympathisants à deux mois des élections municipales et départementales qui se tiendront le 23 janvier 2022.

Pendant de longues heures, les militants sont arrivés par vagues sur le terrain qui a été transformé en arène politique. Vêtus de blanc et de vert, tous sont venus soutenir Barthélémy Dias, le candidat à Dakar de la coalition d'opposition Yewwi Askan Wi (« Libérez le peuple »).

« Réinventer » Dakar

C'est le cas d'Insa Mané, militant du parti Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef). « Il a fait un excellent travail, même dans sa commune. Il aide beaucoup de gens. Il est engagé. Il a inspiré la confiance de la population », estime-t-

il. Acclamé par la foule, Barthélémy Dias a pris la parole, traçant les grandes lignes d'une ville de Dakar qu'il veut « réinventer » : « Cette élection est décisive. Cette élection est le premier tour de l'élection présidentielle de 2024, pour ceux qui ne comprennent pas que le troisième mandat n'est pas autorisé au Sénégal ».

« Vous voyez ce qui se passe ici au Sénégal »

Dans les tribunes figuraient plusieurs personnalités de la coalition dont Khalifa Sall, ancien maire de Dakar, ou Ousmane Sonko qui se pré-

sente à Ziguinchor. Dans son discours, le leader du Pastef a rejeté la charte de la non-violence proposé par des représentants des confréries musulmanes : « Partout en Afrique, s'exprime désormais le réveil des consciences. Vous voyez ce qu'il se passe au Burkina Faso, vous voyez ce qui se passe au Mali, ce qui se passe en Guinée et vous voyez ce qui se passe ici au Sénégal ».

En face, le principal concurrent est Abdoulaye Diouf Sarr, ministre de la Santé et tête de liste de la coalition de la majorité, Benno Bokk Yaakaar.

Source : RFI



CAN 2021 : Ben El Fardou, l'Étoile rouge des Comores

L'avant-centre de 32 ans est le meilleur buteur de la sélection des Comores, qualifiés pour leur première CAN, mais aussi le meilleur buteur étranger de l'histoire du championnat serbe où il évolue depuis trois ans avec l'Étoile rouge de Belgrade. Portrait d'un homme discret, qui a le sens de la famille.

« Ben, le grand Ben ! », « El Fardou c'est mon chouchou », Ben c'est un grand frère ». Chouchou pour les uns, grand frère pour les autres, Ben El Fardou est devenu le héros d'un peuple, un soir de novembre 2020, en marquant face au Kenya un but décisif pour la qualification à la CAN. « À ce moment-là j'ai senti de la fierté, concède-t-il d'une voix timide. J'étais heureux d'avoir accompli tout ce chemin et d'avoir choisi la sélection. »

Car celui que tout l'archipel des Comores applaudit est né en France, à Mayotte, quatrième île historique des Comores mais département français. L'attaquant est ensuite formé au Havre et rêve d'équipe de France. Pourtant en 2014, il rejoint Amir Abdou et sa bande pour le début de l'aventure : « Je n'aurais jamais pensé disputer une CAN avec les Comores, c'est fantastique ce qu'il se passe. J'ai trouvé des frères, je ne regrette pas mon choix. »

Un choix qui a forcément ravi Youssouf M'Changama, l'un de ses petits frères du front de l'attaque : « C'est notre meilleur buteur, notre joueur de plus haut niveau, niveau ligue des champions ! Un poison pour les défenses, qui libère des espaces pour ses partenaires. Enfin pour ses frères, c'est une équipe de frères ! »

Une affaire de famille, qui se partage même avec Kassim Oumouri, le commentateur de la télévision nationale comorienne, devenu mascotte de l'équipe : « Quand Ben a le ballon dans la surface, je commence à réfléchir : qu'est-ce que je vais dire s'il marque ? Et là je trouve le mot magique. Ben c'est mon Messi, mon Ronaldo. Moi je l'aime trop ! »

Pas vraiment une superstar El Fardou, mais un buteur international confirmé : 71 buts en 151 matchs avec l'Étoile rouge de Belgrade. Il est également le meilleur buteur de la sélection. De quoi pavoiser, mais lui préfère jouer col-

lectif. « Le plus important, c'est d'avoir un groupe homogène. Moi, je suis un cadre, je joue dans un club un peu plus huppé. Les jeunes viennent me voir. C'est un rôle que je prends à cœur, car quand je suis arrivé en 2014, on était tout petits ! Il n'y avait pas de cadres. Aujourd'hui les jeunes sont mieux encadrés. »

Un accompagnateur, qui a parfaitement rempli son rôle. Le tout en toute discrétion, détaille Youssouf M'Changama : « C'est quelqu'un de très posé, très calme. Son influence n'est pas par la parole. Il est discret, calme, sûr de lui et nous apporte sa sérénité. Ça fait du bien à toute l'équipe. »

Il n'est pourtant pas le seul chouchou de la classe comorienne. Mais même Fouad Bachirou, le milieu de l'équipe nationale, s'incline : « C'est l'un des patrons ! Un grand professionnel, très calme, qui donne l'exemple dans le vestiaire. Ça se voit dans ses échauffements, dans la façon dont il prend soin de son corps. Il prend la parole seulement quand il y a besoin. C'est un super gars, un frère. Il est en grande forme, et on espère qu'il le sera aussi pour notre 1ère CAN. »

Un grand frère qui devra montrer la voie aux petits, face au Maroc au Ghana et au Gabon, pour la première des Coelacanthes dans le grand bain à la CAN en janvier.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Pluton dans votre maison de la carrière vous amène des transformations en profondeur. Il se peut que vous ayez à quitter votre emploi pour explorer de nouveaux territoires bien plus intéressants. Vous êtes stimulé et aux aguets pour saisir les opportunités qui se présentent.

La Lune noire en relation avec Mercure et le Soleil pourvoit à vos besoins matériels sans que vous ayez à vous en soucier. Vous êtes aidé là-haut, même si vous ne comprenez pas bien d'où cette manne financière peut provenir.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous êtes partout à la fois, ce ne sont pas les tâches de travail qui freineront vos élans, au contraire, plus il y en a, plus ça vous motive. Quitte à rentrer épuisé chez vous ce soir, vous y mettez toute votre énergie. Quel courage !

Si dernièrement vous avez fait des choix difficiles, aujourd'hui de bonnes affaires financières pourraient voir le jour. Vous n'en croyez ni vos yeux, ni vos oreilles, et pourtant c'est bien réel, vous pouvez gagner de l'argent. Foncez.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous privilégiez l'esprit d'équipe dans votre travail. Vous ne voulez plus faire cavalier seul. C'est une très bonne initiative, qui porte ses fruits. Vous pourriez même avoir envie de vous associer dans votre activité professionnelle.

Votre situation financière pourrait se modifier ces temps-ci. Pluton, dans le secteur des finances, apporte avec lui des transformations. Avec son bon aspect au Soleil, ces transformations pourraient devenir des gains, dus à votre seule capacité de réussite.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité actuelle laisse à désirer. L'organisation n'est plus ce qu'elle était. Le laxisme actuel vous rend nerveux. Une dispute peut éclater avec l'un de vos bons collègues. Le vent tourne et vous donne envie de rompre. Envisager une rupture est possible.

Essayez de différer les emplettes. Des coups de coeur sur des accessoires sont mal venus. Vous pouvez craquer pour des gadgets décoratifs pour l'habitat. Comparez les prix, cela peut vous aider à réaliser des économies. La stabilité vous accompagne.



Lion (22 juillet - 23 août)

C'est une période faste pour votre réputation. Vous êtes bien considéré dans votre domaine et vous pouvez recevoir d'alléchantes propositions de partenariat. Attention, il se pourrait bien qu'il ne s'agisse que d'une promotion commerciale assez brève dans la durée.

Mercure en conjonction au Soleil, vous apportera sûrement une bonne nouvelle concernant un gain que vous attendiez. Il se peut que cet argent soit encore caché pour le moment. Mais les choses sont en gestation et vont bientôt éclore au grand jour.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir affaire à quelques difficultés ou à des conflits professionnels avec vos collègues, voire impossible de les éviter. Cependant, ne pas porter d'attention est la meilleure solution. Demain tout ira mieux.

Il y a des dépenses imprévues qui viennent se greffer à votre budget, soit un rappel de charges soit des travaux pour votre logement à faire en urgence, c'est une contrariété que vous auriez préféré éviter, mais vous n'avez pas le choix.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, ne vous laissez pas déborder par vos émotions ! Votre imagination pourrait vous jouer des tours, vous pourriez voir des problèmes là où il n'y en a pas ! Votre dévotion fait l'unanimité au sein de votre équipe, n'en doutez pas. Des dépenses imprévues pourraient arriver, et avec elles des petits désagréments. Comme par exemple une fuite d'eau ou un lave-linge en panne ! Mais vous saurez très bien y faire face et contrôler ces contretemps, n'avez aucune crainte !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mercure en Scorpion vous donne des idées intéressantes. Vous multipliez des démarches pour un nouveau poste. Les fonctions convoitées peuvent avoir un rapport avec une stratégie. En effectuant les recherches, la prudence sur les contrats est recommandée.

La prudence est conseillée. Elle vous demande de faire des concessions. Vous devez faire attention à ne pas céder aux pulsions. Des coups de coeur risquent de vous faire craquer. Si vous faites du shopping, fixez un budget. Essayez de ne pas le dépasser !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus va faire exploser dans votre vie, toutes les barrières qui vous empêchent d'avancer. Vous aurez ainsi le champ libre pour exprimer votre créativité. Ainsi, si votre entreprise subit d'importantes transformations, c'est pour mieux s'adapter aux nouvelles exigences du marché.

Là aussi, Neptune peut apporter un certain flou, car il est en carré à Vénus qui représente aussi les valeurs. Votre visibilité est limitée pour le moment. Une certaine brume plane sur vos projets. Le moment est propice pour réfléchir à la suite.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Du côté professionnel tout est plus simple et plus limpide. Vous retrouvez une certaine tranquillité, et ce n'est pas pour vous déplaire, cette situation vous l'attendiez depuis longtemps. Vous ne renoncez pas à un projet de grande envergure.

Vous prenez une belle revanche sur les jours passés, cher ami Capricorne, votre minutieuse gestion porte enfin ses fruits. Vous avez su anticiper, prévoir, et maintenant vous pouvez même mettre un peu d'argent de côté pour vos futures vacances.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Dans le domaine professionnel, un léger manque d'efficacité pourrait se faire ressentir. Restez vigilant et à l'écoute de votre corps. Vous débordez d'énergie, attention à ne pas vous épuiser ! Ménagez-vous et restez dans le contrôle.

Une bonne nouvelle de l'étranger pourrait avoir un impact positif sur vos finances. Peut-être un oncle d'Amérique qui se montrerait généreux ? Ou alors votre projet immobilier s'est concrétisé et vous en récoltez à présent les bénéfices... Tout est possible.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous rêvez à une activité plus énumérée. Un manque de trésorerie motive une recherche d'emploi. Cette démarche peut prendre bien plus de temps que prévu. Vous devenez hésitant et facilement influençable. Le choix vers une reconversion est possible.

Un manque de trésorerie vous oblige à faire des concessions. Vous ne pouvez à la fois dépenser pour les loisirs et assumer les charges. Vous êtes sur le fil du rasoir, à jongler avec un découvert. Malgré la situation, vous tirez votre épingle du jeu.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La réponse d'un professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
"Développement durable et capital humain : Mises en pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en l'honneur de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Abdelkader Gassim
ÉDITION SPÉCIALE
Mali
Vandalisme, caudannes, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : Situation conflictuelle, mais pas de déstabilisation de la transition
Crise au Mali
Antagonisme d'un gouvernement sur le point de se briser d'une crise

858 Malikilé
Mali : Situation conflictuelle, mais pas de déstabilisation de la transition
La création d'un Centre de Fusion de Renseignements au nord des débats
Difficultés négociationnelles avec le FICM5-RFP et manifestation au M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier - Mali, qui dirige la Transition au Mali ?
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23